

Sujets de préoccupation sur le plan international

- Les priorités du gouvernement Trudeau en matière de politique étrangère selon la lettre de mandat
- *Margaret Villamizar* -
- Les mesures pour établir un nouvel ordre mondial en opposition à l'ordre « fondé sur des règles » des États-Unis
- *Pauline Easton* -
 - La domination américaine du système financier mondial de plus en plus contestée
- *K.C. Adams* -
- Les États-Unis poursuivent leur politique hégémonique après leur défaite humiliante en Afghanistan
- *Steve Rutchinski* -
 - Les États-Unis intensifient la rhétorique anti-chinoise
- *Nick Lin et Philip Fernandez* -

Sujets de préoccupation sur le plan international

Les priorités du gouvernement Trudeau en matière de politique étrangère selon la lettre de mandat

- *Margaret Villamizar* -



Le premier ministre Trudeau a remis ses « lettres de mandat » aux 38 membres de son Cabinet le 16 décembre 2021, près d'un mois après l'ouverture de la 44e législature le 22 novembre 2021.

Selon le Cabinet du premier ministre, ces lettres de mandat « énoncent les objectifs stratégiques que tous les ministres chercheront à atteindre, ainsi que les défis urgents qu'ils devront relever dans le cadre de leurs fonctions ». Le Cabinet du premier ministre affirme que les lettres de mandat accessibles au public « aident les Canadiens à demander des comptes au gouvernement » en leur donnant une idée claire quant à la façon dont le gouvernement compte réaliser son programme.

Toutes les lettres commencent par dire que la fin de la lutte contre la pandémie reste l'objectif central du gouvernement et mentionnent d'autres questions sur lesquelles les libéraux ont fait campagne lors des élections. Elles commencent par énoncer ce que l'on dit être les grandes priorités du gouvernement et les attentes de chaque ministre pour la session parlementaire, suivies de directives spécifiques sur les principaux travaux et priorités de leurs portefeuilles respectifs, notamment l'obligation de présenter un plan pour appliquer ces directives. Elles sont révélatrices de ce que fait le gouvernement, tant par ce qu'elles disent que par ce qu'elles omettent.

Mélanie Joly est la cinquième ministre des Affaires étrangères du gouvernement Trudeau depuis l'élection de 2015 lorsqu'il a remplacé les conservateurs de Stephen Harper. Les lettres de mandat remises aux deux premiers ministres des Affaires étrangères du gouvernement libéral, Stéphane Dion (2015) et Chrystia Freeland (2017) ont établi comme première priorité la reconnaissance des États-Unis comme « l'allié le plus proche et le partenaire économique et de sécurité le plus important du Canada ». L'instruction spécifique donnée à Stéphane Dion, ostensiblement pour réparer les dommages causés à cette relation si importante par Stephen Harper, était d'« améliorer les relations avec les États-Unis » ainsi que de « renforcer la coopération trilatérale nord-américaine ».

Chrystia Freeland, qui a travaillé comme journaliste aux États-Unis pendant des années avant de revenir au Canada pour se présenter pour les libéraux lors d'une élection partielle en 2013, a remplacé Stéphane Dion lorsque la renégociation de l'ALÉNA est devenue la question brûlante après l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis en 2016. Il lui a demandé de « maintenir des relations constructives avec les États-Unis » et de « diriger les efforts visant à approfondir les relations commerciales » avec ce pays.

Chrystia Freeland a été remplacée après l'élection de septembre 2019 par François-Philippe Champagne, dont la nomination a coïncidé avec le lancement de la campagne du gouvernement Trudeau pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. La lettre de mandat qu'il a reçue encadre son rôle comme étant celui de veiller « à l'avancement des intérêts nationaux du Canada dans un monde plus imprévisible et dirigerez les efforts déployés par le Canada pour contribuer à la résolution d'enjeux mondiaux fondamentaux ». La priorité accordée à l'avancement de la relation du Canada avec les États-Unis dans les deux lettres de mandat précédentes du ministre des Affaires étrangères a, à toutes fins utiles, disparu, la seule référence directe à cette relation apparaissant en dernière position sur la liste, presque comme une réflexion après coup, indiquant au ministre qu'il devait « appuyer la vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales dans les travaux sur les relations canado-américaines ».

La candidature du Canada pour un siège au Conseil de sécurité a été rejetée en juin 2020, lorsque les faits concernant les activités du Canada sur la scène internationale ont révélé une histoire très différente de ce que laissait entendre la lettre de mandat de François-Philippe Champagne. Le voile est maintenant levé dans les directives sur la marche à suivre données à la cinquième ministre des Affaires étrangères de Justin Trudeau, Mélanie Joly.

La lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères

Les priorités qu'Affaires mondiales Canada doit défendre sont contenues dans la lettre de mandat qui

demande à la ministre des Affaires étrangères de se préoccuper de « promouvoir la paix et la sécurité, de combattre l'autoritarisme et de contrer l'ingérence étrangère grâce à des réponses internationales collectives, y compris en élargissant notre coopération avec des partenaires qui partagent une vision commune et des organisations canadiennes, internationales et multilatérales ». Cela place le Canada presque exclusivement au service de l'ordre du jour des États-Unis d'ingérence, d'agression et de guerre sous prétexte de combattre « l'autoritarisme ».

L'« autoritarisme » serait représenté principalement par la Chine et la Russie, mais aussi par les dirigeants d'autres pays, aussi petits soient-ils, qui menaceraient la démocratie et les droits humains dans le monde en refusant de laisser les États-Unis, le Canada et certaines puissances européennes leur imposer la « démocratie représentative » libérale.

La lettre de mandat de Mélanie Joly indique clairement qu'au nom d'idéaux élevés comme la démocratie et les droits de la personne, le Canada a accepté de renforcer son rôle de bon flic face au mauvais flic américain. Il s'est chargé d'essayer de vendre ces marchandises pourries en prétendant défendre les intérêts et les valeurs des Canadiens.

Pas moins de 18 des 26 priorités sur lesquelles Mélanie Joly a reçu l'ordre d'agir sont explicitement ou implicitement associées à des objectifs et des projets de longue date de la politique étrangère des États-Unis dans la poursuite de leur domination mondiale, avec des entités « multilatérales » comme l'OTAN, le G7 et une foule de coalitions, d'instituts, de fondations, d'ONG et autres comme outils pour cela. Certaines des activités d'ingérence de « promotion de la démocratie » que le Canada s'est engagé à diriger et à financer au cours de l'année à venir ont été décrites dans la présentation du gouvernement Trudeau au Sommet pour la démocratie de Joe Biden en décembre 2021.



Il est entendu que, parallèlement aux objectifs de la politique étrangère des États-Unis, alors même que leurs cercles dirigeants se rapprochent de plonger le pays dans une guerre civile, un prix sera exigé de tous les pays que les États-Unis considèrent comme représentant une « menace » pour la réalisation de leurs objectifs. Tout, des sanctions, de la « guerre juridique » ou la persécution judiciaire jusqu'aux opérations de changement de régime, la guerre et la destruction, fait partie de leur arsenal pour atteindre cet objectif, et des alliés comme le Canada sont pressés de participer à l'application des punitions infligées aux pays et personnes ciblés.

La toute première chose sur la liste des priorités que Justin Trudeau a donné à Mélanie Joly pour agir est de « travailler avec moi, et en étroite collaboration avec d'autres ministres, pour continuer de renforcer notre partenariat avec notre allié le plus proche, les États-Unis ». Suivent des éléments tels que :

- faciliter le passage sécuritaire et la réinstallation des personnes vulnérables d'Afghanistan, en mettant l'accent sur les personnes qui ont aidé le Canada et nos alliés de l'OTAN au cours des deux dernières décennies,
- élaborer et mettre en oeuvre une nouvelle stratégie indopacifique exhaustive pour renforcer les partenariats en matière de diplomatie, d'économie et de défense, ainsi que l'aide internationale dans la région,
- collaborer avec les pays du G7, de l'OTAN et des partenaires qui partagent une vision commune pour concevoir et prendre des mesures collectives pour répondre à la détention arbitraire, la coercition économique, les cybermenaces, l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques et les

violations flagrantes des droits de la personne, notamment par des sanctions,

- faire progresser le soutien à la démocratie et aux droits de la personne en tant que priorité fondamentale dans l'engagement international du Canada, notamment par les actions suivantes :

1. Mettre sur pied un centre canadien afin d'augmenter la disponibilité de l'expertise et de l'aide du Canada auprès de ceux qui aspirent à consolider la paix, faire avancer la justice, promouvoir les droits de la personne, l'inclusion et la démocratie, et favoriser la bonne gouvernance.

2. Travailler avec des partenaires internationaux pour mettre sur pied une cour internationale de lutte contre la corruption pour empêcher les dirigeants corrompus et les gouvernements autoritaires d'entraver le développement qui bénéficierait à leurs citoyens.

3. Accroître le soutien rapide et flexible aux démocraties fragiles et émergentes, en augmentant la présence diplomatique du Canada dans les régions revêtant une importance stratégique.

4. Continuer de soutenir et de mettre en oeuvre la loi Magnitsky du Canada, la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus*, [une copie conforme du *U.S. Magnitsky Act* - Note du LML] et promouvoir l'adoption de lois et pratiques semblables dans le monde.

- Travailler pour renforcer l'engagement et la présence du Canada dans le système de l'Organisation des Nations unies (ONU) afin que l'ONU soit plus efficace, efficiente, pertinente et responsable, et qu'elle soutienne un système international fondé sur des règles, en particulier pour pouvoir mieux lutter contre ceux qui cherchent à saper la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

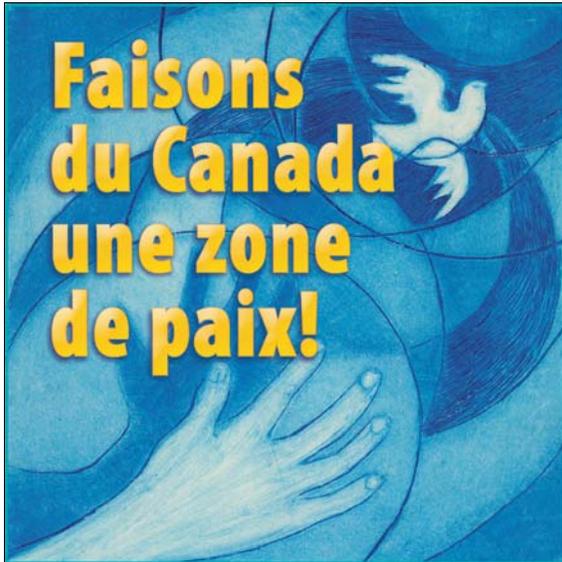
- Accroître l'engagement du Canada auprès des alliés, des partenaires et des organisations internationales dans le but de promouvoir la paix et la sécurité.

- Travailler avec le ministre de la Défense nationale, le ministre des Affaires du Nord et les partenaires pour défendre la souveraineté dans l'Arctique.

- Travailler avec le ministre de la Défense nationale et les partenaires de l'OTAN en vue de l'établissement au Canada d'un Centre d'excellence de l'OTAN sur le climat et la sécurité, afin de veiller à ce que le Canada et ses alliés soient en mesure de réagir aux menaces et urgences liées aux changements climatiques.

- Travailler avec le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion pour soutenir l'envoyé spécial pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme [l'envoyé spécial est un sioniste qui fait la promotion de la définition controversée de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) adoptée par le gouvernement Trudeau. Cette définition bidon assimile la défense des droits des Palestiniens et la critique d'Israël à de l'« antisémitisme » – *Note du LML*] pour faire avancer son mandat.

Comme dans le cas de leur tentative ratée d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, où ce poste aurait été utilisé pour saper l'autorité de la Charte de l'ONU et la primauté du droit en poussant à son remplacement par l'« ordre international fondé sur des règles » des États-Unis, les libéraux de Trudeau cherchent maintenant à faire croire aux Canadiens que le fait de servir de prête-nom aux plans de « promotion de la démocratie » de type américain pour s'ingérer dans les affaires de nations et de peuples souverains a quelque chose à voir avec leurs valeurs ou avec la contribution aux droits humains, aux droits des femmes et des filles, ou à la paix et à la sécurité dans le monde. On ne peut guère s'attendre à ce qu'un gouvernement qui n'est pas perçu comme faisant ces choses à l'intérieur de ses frontières les défende à l'étranger.



Ce qui ressort clairement de l'examen de la lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères, c'est que les Canadiens n'ont pas leur mot à dire dans la décision du rôle que leur pays doit jouer dans le monde. Toutes les questions relatives à la politique étrangère du Canada demeurent du ressort d'un exécutif qui agit derrière des portes closes et loin du Parlement, à l'écoute des États-Unis et d'organismes supranationaux régis par des intérêts privés étroits. Aucun des sujets abordés dans la lettre n'a été soulevé par les libéraux, les autres partis du cartel au Parlement ou les médias monopolisés pendant la campagne électorale, qui a été remarquablement dépourvue de toute discussion sur la politique étrangère, à l'exception de celle soulevée par le Parti marxiste-léniniste du Canada et d'autres petits partis.

Comme toutes les questions qui touchent la vie des gens qui composent le pays appelé Canada, l'objectif de sa politique étrangère doit être établi par le peuple pour faire avancer la cause de la paix, de la liberté et de la démocratie dans le monde. Le Canada doit contribuer à faire respecter la primauté du droit à l'échelle internationale, comme le prévoit la Charte des Nations unies, cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de pays souverains au nom d'un rendu frauduleux des valeurs des Canadiens et faire du Canada une zone de paix en se retirant de l'OTAN et de NORAD dans un premier temps.

(Photos : LML)

Les mesures pour établir un nouvel ordre mondial en opposition à l'ordre « fondé sur des règles » des États-Unis

- Pauline Easton -



Les peuples du monde exigent des actions lors de la COP-26 à Glasgow, le 5 novembre 2021.

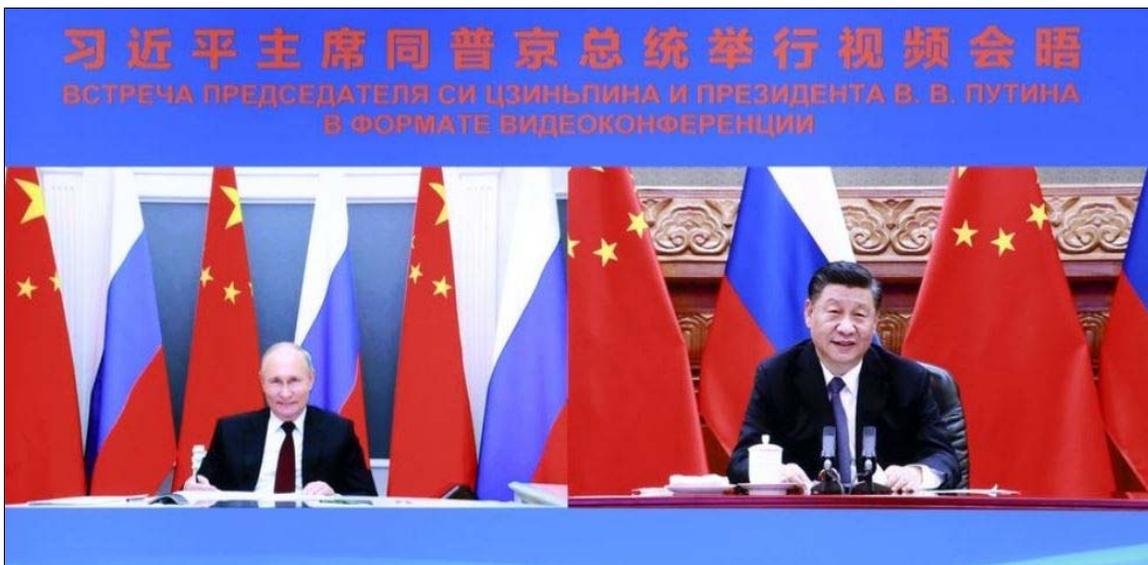
À la fin de l'année 2021, l'incapacité des Nations unies à exercer une autorité sur les relations entre les pays, sur la base des principes consacrés par la Charte des Nations unies, a été un sujet de grave préoccupation pour les peuples du monde. Il est beaucoup question de « relations stratégiques » et de « partenariats stratégiques » et il y a beaucoup d'interprétations du type de nouvel ordre mondial dont le monde a besoin.

Tout le monde propose des formulations différentes autour des partenariats stratégiques, des relations et de la stratégie. Selon certains, l'« ordre international fondé sur des règles » des États-Unis est la base d'un « paradigme stratégique » qui structure la « pensée stratégique ». Une telle pensée est différente de celle qui consiste à avoir un objectif de politique. Pour leur part, la Chine et la Russie dans leurs déclarations sur le partenariat stratégique et l'Union européenne (UE) dans ses déclarations sur l'« autonomie stratégique » parlent de stratégie par rapport à un certain type d'ordre mondial. Les Chinois et les Russes affirment qu'il s'agit d'une « nouvelle ère », mais la manière dont elle est définie n'est pas encore claire.

Le partenariat stratégique Chine-Russie

Alors que les États-Unis et des pays comme le Canada parlent sans cesse de l'établissement d'un « ordre international fondé sur des règles », dans lequel les États-Unis fixent les règles et décident qui les enfreint et qui ne les enfreint pas, un développement important en 2021 a été l'annonce par la Chine et la Russie de la prolongation du traité d'amitié Chine-Russie qui soutient l'état de droit international tel qu'il est inscrit dans la Charte des Nations unies[1].

Le traité actuel de cinq ans est la continuation du traité d'amitié de 20 ans qu'ils ont signé en 2001. Ce traité expose leur notion de « partenariat stratégique » qui, selon eux, est fondée sur la Charte des Nations unies et le droit international. Comme l'indique un reportage, leur amitié vise à « développer un partenariat stratégique global de coordination pour une nouvelle ère, dans le but de porter les liens bilatéraux à un niveau supérieur et de mieux servir les peuples des deux pays et du monde entier »[2].



Le président chinois Xi Jinping et le président russe Vladimir Poutine ont annoncé conjointement la prolongation du traité de bon voisinage et de coopération amicale Chine-Russie, le 28 juin 2021.

La Chine et la Russie disent que les deux pays développent des relations qui ne seront ni un bloc militaire ni un bloc économique contre quiconque, mais se concentrent plutôt sur une « stratégie d'un nouveau type ». Le traité et les accords n'ont pas pour but de faire d'eux des alliés, au sens d'alliés militaires ou politiques tels qu'ils ont été établis précédemment pendant la guerre froide. Le traité et sa prolongation vont au-delà de cette ancienne façon d'avoir des relations, disent-ils. Ces relations sont

également très différentes de celles que les États-Unis encouragent dans le cadre de leur « ordre international fondé sur des règles », dans lequel tout le monde doit se soumettre aux États-Unis en tant que dirigeant indispensable.

L'autonomie stratégique européenne

Pour sa part, l'UE poursuit ce qu'elle appelle « l'autonomie stratégique européenne ». À l'heure où la Chine et la Russie s'occupent des développements en Eurasie, l'UE ne veut pas être laissée de côté. En même temps, l'autonomie à laquelle l'UE fait référence n'est pas celle de l'Allemagne ou de la France, mais celle de l'UE, ce qui soulève alors le problème de l'existence de l'OTAN et de ses relations avec de nombreux pays européens. La conception tente néanmoins de fournir une rationalisation pour que l'UE dispose de sa propre force de défense dans le cadre de la proposition d'établir un « Concert mondial des puissances », dont certaines forces aux États-Unis font la promotion. Ce concert mondial des puissances comprend l'UE, et non l'Allemagne ou la France, ainsi que la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon^{[3][4]}.

Les États-Unis s'inquiètent de la poursuite et du développement du partenariat entre la Chine et la Russie d'une manière qui ne correspond pas à leur propre conception d'un monde tripolaire, un monde tel que préconisé par l'ancien président des États-Unis, Donald Trump, dans lequel les États-Unis doivent jouer la Russie et la Chine l'une contre l'autre tout en établissant les règles auxquelles tout le monde doit se soumettre. Malgré la promotion de l'« ordre international fondé sur des règles » des États-Unis, il existe une confusion et une incohérence considérables à tous les niveaux du gouvernement des États-Unis en matière de politique étrangère.

Le rôle du secret

Ce que l'on sait, c'est que l'élaboration de leur politique repose sur le secret. Les affirmations concernant la cyberguerre et les cyberattaques, par exemple, et le fait que les États-Unis les attribuent à la Russie ou à la Chine, ne peuvent être confirmés par des preuves. Il n'est pas possible d'attribuer des attaques spécifiques à la Chine, par exemple, étant donné la facilité avec laquelle on peut faire croire que les attaques viennent d'un certain endroit ou qu'elles sont lancées par telle ou telle force spécifique alors qu'il n'y a aucune preuve de cela, comme l'ont montré divers exemples. Les États-Unis ne cessent de répéter que cela « ressemble » à quelque chose que Poutine ou les Chinois feraient, qu'il « semble » que ce soit eux qui le fassent, etc. Il n'y a aucune preuve à l'appui de ces affirmations.

Les États-Unis tentent d'imposer une norme pour ce qui est et n'est pas la cyberguerre en donnant à leurs affirmations une légalité, comme quelque chose de valable en termes de droit. Cela ressemble à ce qu'ils ont fait avec les armes nucléaires en affirmant que les informations permettant de construire une bombe nucléaire étaient secrètes et en prétendant ensuite qu'il y avait de l'espionnage.

Lorsque la Russie et la Chine affirment dans leur accord de partenariat qu'il s'agit d'une nouvelle ère, elles disent en partie qu'il faut maintenant un ordre mondial différent. De leur côté, les États-Unis sont déterminés à pousser le scénario d'une guerre majeure maintenant pour éviter de perdre l'ordre mondial actuel où les États-Unis dominent.

Notes

1. Traité d'amitié Chine-Russie, article I :

« Conformément aux principes et normes universellement reconnus du droit international et sur la base des cinq principes de respect mutuel de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale, de non-agression mutuelle, de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de l'autre, d'égalité et de bénéfice mutuel et de coexistence pacifique, les parties contractantes développeront le partenariat de coopération stratégique de bon voisinage, d'amitié et de coopération et d'égalité et de confiance entre les deux pays dans une perspective à long terme et de manière globale. »

Pour consulter le texte intégral du traité, [cliquez ici](#).

2. Un exemple de la façon dont on parle des relations pour une nouvelle ère : « La Chine et la Russie conviennent d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat » *Xinhua*, 6 juin 2019.

3. « Le sommet en crise d'une alliance en crise », Pauline Easton, *Le Marxiste—Léniniste Supplément*, 11 juin 2021.

4. « La proposition impérialiste américaine de ressusciter le 'concert des puissances' pour servir la quête de domination des États-Unis », Kathleen Chandler, *Le Marxiste—Léniniste Supplément*, 11 juin 2021

(Sources : Conversations : Centre d'études idéologiques. Photos :COP 26 Coalition, *Xinhua*) .

La domination américaine du système financier mondial de plus en plus contestée

- K.C. Adams -



Actions de masse en Équateur pour s'opposer aux réformes imposées par le Fonds monétaire international, le 14 octobre 2019

La domination des États-Unis sur la finance mondiale et l'utilisation qu'ils font des institutions pour piéger les pays qui tombent sous leur emprise constituent un point de litige dans le monde actuel. La Russie et la Chine ont maintenant convenu d'établir un nouveau cadre financier international commun afin de s'assurer que les États-Unis ne puissent plus contrôler leurs relations commerciales ou s'ingérer dans leurs affaires intérieures en imposant des sanctions.

Les États-Unis contrôlent et utilisent la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, le Fonds monétaire international, la Banque des règlements internationaux et le système SWIFT (la Société pour les télécommunications interbancaires mondiales), les cartes de crédit et le dollar

américain comme armes pour dominer les autres et assurer leur hégémonie mondiale[1][2].



Glenn Diesen, professeur à l'Université de Norvège du Sud-Est et rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, a écrit récemment un article publié dans RT, dans lequel il souligne :

« La Chine et la Russie se sont progressivement dirigées vers un tel arrangement depuis que la crise financière mondiale de 2008 a révélé les risques d'une dépendance excessive à l'égard des États-Unis. Cependant, les sanctions économiques américaines contre Moscou et Pékin semblent avoir intensifié la recherche d'alternatives. »

Glenn Diesen décrit l'immense pouvoir de ce qu'il appelle « l'architecture financière centrée sur les États-Unis ». Il écrit : « La plupart des échanges internationaux sont effectués en dollars américains, le transfert des paiements passe par le système de transaction SWIFT sur lequel le pays a une immense emprise, tandis que le financement provient de banques d'investissement dirigées par les États-Unis, la dette est cotée par les agences de notation américaines, et même les principales cartes de crédit sont américaines. Ces instruments de pouvoir économique permettent à Washington de diriger un empire : il peut gérer d'énormes déficits commerciaux, recueillir des données sur ses adversaires, accorder un traitement favorable à ses alliés et écraser ses adversaires par des sanctions. »

Glenn Diesen soutient que « l'architecture financière centrée sur les États-Unis n'est plus viable. La Maison-Blanche a perdu le contrôle de son déséquilibre commercial déficitaire, la dette échappe à tout contrôle et l'inflation galopante détruit la monnaie ».



Dans cette situation, Glenn Diesen écrit que les fondements du rôle du dollar américain en tant que monnaie de réserve internationale et pour régler le commerce et les comptes mondiaux « touchent rapidement à leur fin ». Il écrit :

« Un partenariat financier entre la Chine et la Russie, le plus grand importateur d'énergie du monde et le plus grand exportateur d'énergie du monde, est un instrument indispensable pour détrôner le pétrodollar. En 2015, environ 90 % des échanges entre la Russie et la Chine étaient réglés en dollars, et d'ici 2020, les échanges libellés en dollars entre les deux géants eurasiatiques auront presque diminué de moitié, avec seulement 46 % des échanges en dollars. La Russie a également montré la voie en réduisant la part des dollars américains dans ses réserves en devises étrangères. Les mécanismes de dédollarisation des échanges entre la Chine et la Russie sont également utilisés pour mettre fin à

l'utilisation du billet vert avec des tiers, des progrès sont observés dans des endroits tels que l'Amérique latine, la Turquie, l'Iran, l'Inde, etc. »

Glenn Diesen explique : « Le système SWIFT pour les transactions financières entre les banques du monde entier était auparavant le seul système pour les paiements internationaux. Ce rôle central de la SWIFT a commencé à s'éroder lorsque les États-Unis l'ont utilisé comme une arme politique. Les Américains ont d'abord expulsé l'Iran et la Corée du nord, et en 2014, Washington a commencé à menacer d'expulser également la Russie du système. Au cours des dernières semaines, la menace d'utiliser SWIFT comme une arme contre la Russie s'est intensifiée. »

Face à ces attaques et menaces, la Chine, la Russie et plusieurs pays européens ont créé des alternatives à la SWIFT. En utilisant ces institutions financières alternatives, les pays ont pu dans une certaine mesure, comme le dit Glenn Diesen, « freiner la juridiction extraterritoriale de Washington et ainsi continuer à commercer avec l'Iran ». Une nouvelle architecture financière sino-russe devrait intégrer le CIPS (système chinois) et le SPFS (système russe) et les rendre plus accessibles aux tiers. Si les États-Unis expulsent la Russie, la tendance au retrait de la SWIFT s'intensifiera encore »[3].



Glenn Diesen explique en détail l'opposition croissante aux banques de développement et aux autres institutions de prêt contrôlées par les États-Unis : « Le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement dirigés par les États-Unis sont des instruments renommés de la politique économique des États-Unis. Le lancement de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) dirigée par la Chine en 2015 est devenu un moment décisif dans l'architecture financière mondiale, car tous les principaux alliés des États-Unis (à l'exception du Japon) ont signé en dépit des avertissements américains. La Nouvelle Banque de développement, anciennement appelée Banque de développement des BRICS, a constitué un pas supplémentaire vers le retrait des banques de développement dirigées par les États-Unis. La Banque eurasienne de développement et la future Banque de développement de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) sont des clous

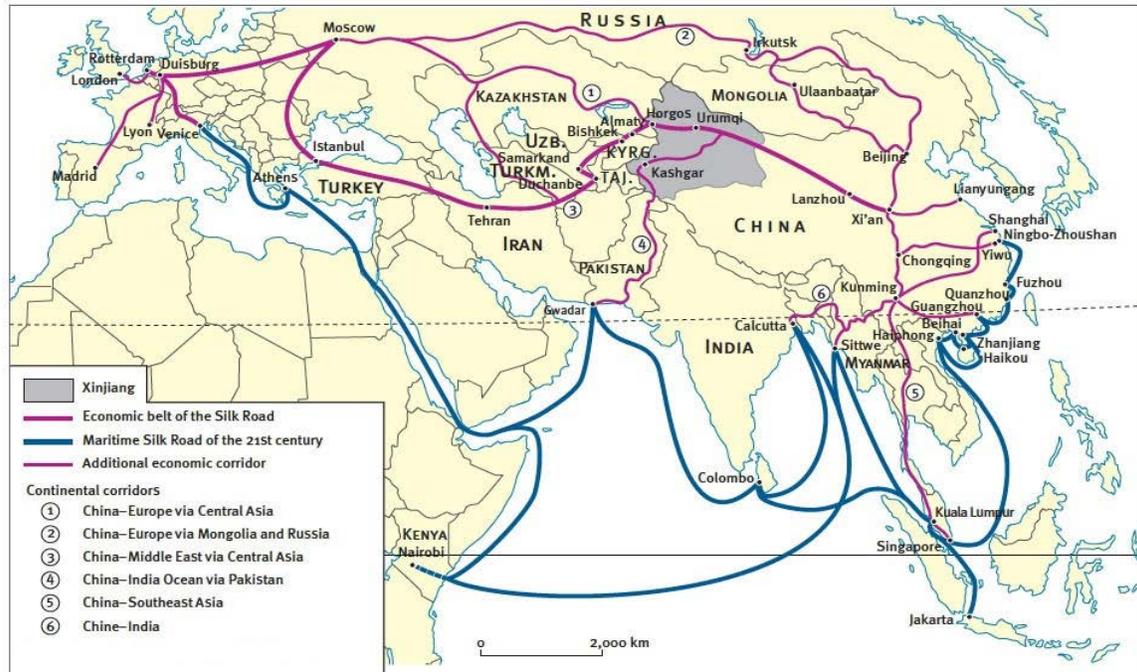
supplémentaires dans le cercueil des banques de développement contrôlées par les États-Unis. »

La contestation s'est étendue à d'autres domaines financiers alors que la Chine et la Russie développent leurs propres agences de notation et remplacent la position dominante de Visa et Mastercard dans leurs pays respectifs par leurs propres cartes de crédit, comme celles de la société chinoise UnionPay, et par des systèmes de paiement non monétaires, notamment la plateforme mobile chinoise Alipay, largement utilisée.

« En outre, écrit Glenn Diesen, la Chine et la Russie cherchent à éviter les corridors de transport dominés par les États-Unis. La Chine a investi des milliards de dollars dans son Initiative de la nouvelle route de la soie pour de nouveaux corridors terrestres et maritimes, tandis que la Russie a avancé un programme similaire mais plus modeste qui inclut le développement de l'Arctique comme route maritime en partenariat avec la Chine. »

Glenn Diesen conclut : « Les États-Unis peuvent utiliser davantage de sanctions pour s'opposer au développement d'une architecture financière internationale multipolaire, bien que la poursuite de la coercition économique ne fasse qu'augmenter la demande de se détacher de l'Amérique. La première règle des sanctions est que lorsqu'elles sont durables, les cibles des sanctions apprennent à vivre sans la

puissance belligérante. Ce qui a commencé comme un effort pour affaiblir et isoler les adversaires de Washington finit par isoler les États-Unis. »



Initiative de la nouvelle route de la soie de la Chine ([cliquer pour agrandir](#))

Notes

1. Voici des extraits de « How the SWIFT System Works », par Shobhit Seth :

"[...] Derrière la plupart des transferts internationaux d'argent et de sécurité se trouve le système de la Société pour les télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT). SWIFT est un vaste réseau de messagerie utilisé par les banques et autres institutions financières pour envoyer et recevoir rapidement, précisément et en toute sécurité des informations, telles que des instructions de transfert d'argent.

« Plus de 11 000 institutions membres de la SWIFT ont envoyé plus de 35 millions de transactions par jour via le réseau en 2020. L'organisation a enregistré une moyenne de 42,5 millions de messages par jour en cumul annuel en mars 2021. Le trafic a augmenté de 9,8 % par rapport à la même période de l'année précédente.

[...]

« Ce réseau de paiement permet aux particuliers et aux entreprises d'effectuer des paiements électroniques ou par carte, même si le client ou le vendeur utilise une banque différente de celle du bénéficiaire.

« SWIFT fonctionne en attribuant à chaque institution membre un code d'identification unique qui identifie non seulement le nom de la banque mais aussi le pays, la ville et la succursale. »

Pour lire l'article au complet (en anglais) [cliquez ici](#).

2. L'article de Wikipédia intitulé « Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT) » indique :

"[SWIFT] envoie des ordres de paiement, qui doivent être réglés par les comptes correspondants que les institutions ont entre elles. Pour échanger des transactions bancaires, chaque institution financière

doit avoir une relation bancaire, soit en étant légalement organisée comme une banque, soit par son affiliation à au moins une banque. Si SWIFT transporte des messages financiers de manière hautement sécurisée, il ne tient pas de comptes pour ses membres et n'effectue aucune forme de compensation ou de règlement.

« En 2018, environ la moitié de tous les paiements transfrontaliers de grande valeur dans le monde utilisaient le réseau SWIFT, et en 2015, SWIFT reliait plus de 11 000 institutions financières dans plus de 200 pays et territoires, qui échangeaient en moyenne plus de 32 millions de messages par jour (contre une moyenne de 2,4 millions de messages quotidiens en 1995).

« Bien que largement utilisé, SWIFT a été critiqué pour son inefficacité. [...] SWIFT a également suscité la controverse pour avoir permis au gouvernement des États-Unis de surveiller, et dans certains cas s'ingérer dans les transactions intra-européennes. »

3. Voici des extraits de l'article « Kremlin reveals new independent Russian-Chinese financial systems », (Le Kremlin révèle de nouveaux systèmes financiers russo-chinois indépendants), par Layla Guest, publié par RT le 15 décembre 2021 :

« La Russie et la Chine vont développer des structures financières partagées pour leur permettre d'approfondir leurs liens économiques d'une manière que les États étrangers ne pourront pas influencer, a annoncé le Kremlin à la suite de discussions entre les dirigeants des pays.

« La démarche semble être une réponse à une série d'avertissements selon lesquels les nations occidentales pourraient faire pression pour retirer la Russie du système financier SWIFT basé à Bruxelles, comme une forme de sanctions.

« ... Au cours des entretiens..., le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping ont appelé à augmenter la part des monnaies nationales dans les règlements mutuels et à étendre la coopération pour permettre aux investisseurs russes et chinois d'accéder aux marchés boursiers, a déclaré Yuri Ushakov, conseiller en politique étrangère de Poutine.

« Ushakov a déclaré qu'*une attention particulière a été accordée à la nécessité d'intensifier les efforts visant à former une infrastructure financière indépendante pour servir les opérations commerciales entre la Russie et la Chine*'.

« *'Nous entendons par là la création d'une infrastructure qui ne puisse pas être influencée par des pays tiers*', a ajouté l'assistant du Kremlin.

[...]

« On dit que la Russie et la Chine cherchent de plus en plus à s'éloigner de l'utilisation du dollar américain comme principale devise du commerce international, en utilisant plutôt leurs propres devises pour soutenir le volume en plein essor des échanges entre Moscou et Pékin.

« Le 7 décembre, lors d'une audience devant la commission sénatoriale des relations étrangères, la sous-secrétaire d'État américaine Victoria Nuland a déclaré que la Maison-Blanche, ainsi qu'un certain nombre de pays d'Europe occidentale, envisageaient d'isoler complètement Moscou du système financier mondial si les troupes russes osaient envahir l'Ukraine.

« La veille encore, Bloomberg avait suggéré que Washington pourrait cibler les grandes banques du pays et même débrancher Moscou du réseau SWIFT.

« Fin novembre, le patron du géant pétrolier public russe Rosneft, Igor Sechin, a accusé Washington de manipuler le dollar pour servir ses propres intérêts et a déclaré que la monnaie perdait de son attrait en raison de la politique d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale américaine, qui consiste essentiellement à inonder l'économie mondiale d'une masse monétaire excessive.

« Plus tôt cette année, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a suggéré que Pékin et Washington 'doivent s'éloigner de l'utilisation des systèmes de paiement internationaux contrôlés par l'Occident'. Le haut diplomate a également accusé les États-Unis de chercher à 'limiter les possibilités de développement technologique tant de la Fédération de Russie que de la République populaire de Chine'. [Les sanctions contre l'utilisation des produits de la société chinoise Huawei en sont un exemple. Elles incluent l'arrestation de sa directrice financière Meng Wanzhou à Vancouver sur ordre des autorités américaines, où elle a été assignée à résidence pendant trois ans. - Note du LML]

(Traductions des citations par LML. Photos : redfishstream, peoples Global Conference Against WB, ILPS, Xinhua)

Les États-Unis poursuivent leur politique hégémonique après leur défaite humiliante en Afghanistan

- Steve Rutchinski -

La déroute et l'humiliation des États-Unis en Afghanistan ont, entre autres, sérieusement miné la confiance envers les États-Unis en tant que « partenaire fiable ». Alors que les États-Unis se démenaient pour se sauver, ils ont abandonné à leur sort tous leurs « partenaires » de l'OTAN, ainsi que leurs collaborateurs.

Les États-Unis ont commencé à mettre l'accent sur leurs plans pour la région indo-pacifique, notamment en intensifiant leurs efforts pour intégrer les pays qui s'y trouvent à la machine militaire et financière des États-Unis. La vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a visité le Singapour et le Vietnam dans la semaine du 23 août 2021. Il s'agissait de son deuxième voyage international, ayant précédemment visité le Guatemala et le Mexique pour tenter de régler des problèmes liés à l'immigration. Son voyage à ce moment-là avait été ponctué de nombreuses attaques contre la Chine, exprimant une stratégie du bord de l'abîme dangereuse pour toutes les parties concernées. Les conditions d'humiliation et de désespoir poussent cette soif de vengeance au bord de la guerre.

S'arrêtant d'abord à Singapour, Kamala Harris a rencontré la présidente de Singapour, Halimah Jacob, et le premier ministre, Lee Hsien Loong. Elle a tenu à visiter le navire de guerre *USS Tulsa* à la base navale de Changi. Elle n'a pas mâché ses mots lorsqu'elle s'est adressée aux marins. Niant ce qui s'est passé lorsque les États-Unis ont tenté d'imposer le type de démocratie qui, selon eux, devait exister en Afghanistan, elle a dit : « Je crois vraiment qu'une grande partie de l'histoire du XXI^e siècle sera écrite dans cette région même où vous servez en ce moment. Et nous voulons être ceux qui aident à façonner et à dicter cette histoire. »

Les États-Unis considèrent le Singapour comme le point d'ancrage de leur présence navale en Asie du Sud-Est et leur base principale dans la région indo-pacifique, avec le Japon et la Corée du sud. Deux groupes d'attaque américains – l'un centré sur le porte-avions *USS Ronald Reagan* et l'autre sur le navire d'assaut *USS America* – se sont rendus en juin



en mer de Chine méridionale, une zone de conflit. Le groupe aéronaval du porte-avion *Carl Vinson* et le *USS America* sont restés dans la région du Pacifique occidental. Le 10 août 2021, les États-Unis ont organisé des exercices de guerre dans la région de Singapour, avec la participation des marines de 21 pays, 10 navires et plus de 400 membres d'équipage.

Les menaces militaires font partie de la stratégie du bord de l'abîme, un moyen de voir comment la Chine et d'autres pays réagiront. Le problème, tel que clairement démontré en Afghanistan, est que les États-Unis sont incapables de prédire ce qui va se passer. Est-ce que « l'ennemi » va se soumettre ou est-ce que les menaces vont intensifier le conflit et même déclencher une guerre ?

Kamala Harris est allée plus loin. Au sujet de la position contestée de la Chine dans la mer de Chine méridionale, elle a dit : « [...] les actions de Pékin continuent de saper l'ordre fondé sur des règles et menacent la souveraineté des nations. »

En même temps, les États-Unis ont fait des efforts pour intégrer davantage Singapour dans leurs structures militaires et de sécurité, une forme moins évidente pour saper la souveraineté.

Sur la question de la cybersécurité, les départements du Trésor et de la Défense ainsi que l'Agence de la sécurité cybernétique et de l'infrastructure ont conclu une entente de principe avec leurs homologues de Singapour pour l'expansion du partage de l'information et de la formation permettant de combattre ce que les États-Unis appellent les menaces cybernétiques. La Maison-Blanche a aussi annoncé d'autres ententes encourageant ce qui selon elle est une collaboration sur l'exploration de l'espace et des questions de défense.



Les peuples japonais, coréen, canadien et plusieurs autres savent très bien ce que veut dire une telle « coopération ». Lorsqu'il s'agit de questions militaires, les États-Unis mettent des forces étrangères en action et entraînent d'autres pays dans leurs efforts et leur machine de guerre.

En outre, les États-Unis se sont organisés pour « créer un partenariat basé sur la stimulation du commerce par le biais d'une poignée d'industries clé », en particulier celles en lien avec la chaîne d'approvisionnement des États-Unis.

Kamala Harris a à nouveau souligné que ces partenariats sont basés sur les intérêts des États-Unis et leur volonté de « façonner » la région et d'y «

imposer leur diktat ».

« Notre intention est de consolider nos partenariats et notre vision commune, pour que les États-Unis et leurs partenaires puissent ensemble continuer de façonner cette histoire. Ce faisant, soyez assurés que nous avons des intérêts à long terme dans cette région, et nous avons des engagements à long terme aussi. Ces engagements comprennent, évidemment, la sécurité. Hier, j'ai visité la base navale de Changi. Le navire de la Marine américaine, le *USS Tulsa*, y est amarré en ce moment, le symbole d'un partenariat pour la sécurité profond et durable entre nos nations. Une déclaration de l'engagement sécuritaire de l'Amérique dans cette région. »

Les difficultés des États-Unis dans leurs efforts pour imposer de tels partenariats transparaissent aussi dans l'allocution de Kamala Harris. Ayant menacé la Chine, elle a ajouté : « Notre engagement en Asie du Sud-Est et la région indo-pacifique n'est pas envers un seul et unique pays, ni est-il conçu pour obliger de choisir un pays plutôt qu'un autre. Notre engagement consiste plutôt à promouvoir la vision optimiste que nous entretenons sur notre participation et nos partenariats dans cette région. »

Le premier ministre Lee Hsien Loong a publiquement exprimé des doutes sur les États-Unis lors de la conférence de presse conjointe au cours de laquelle il a été question de la défaite des États-Unis en Afghanistan. « Ce qui compte c'est comment les États-Unis vont se repositionner en Asie-Pacifique, comment ils vont s'engager dans la région entière et continuer de lutter contre le terrorisme, car cela déterminera la perception qu'ont les pays des priorités mondiales des États-Unis et de leurs intentions stratégiques », a affirmé Lee Hsien Loong.

En outre, Lee Hsien Loong a mis en garde les États-Unis de ne pas continuer d'adopter une approche agressive envers la Chine. Le ministre des Affaires étrangères de Singapour, Vivian Balakrishnan, a dit lors d'une récente entrevue peu avant la visite de Kamala Harris que Singapour « se rendra utile mais ne permettra pas qu'on se serve de nous » dans ses relations entre les deux pays.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Chine, Wang Wenbin, a aussi riposté, disant que les pays de l'Asie du Sud-Est sont réticents à choisir entre la Chine et les États-Unis. Il a dit que l'approche des États-Unis est basée sur « une façon de penser démodée issue de l'époque de la guerre froide visant à perturber leurs relations avec la Chine, engendrer la division et la confrontation, et tenter d'ériger un mur d'endiguement » autour de la Chine.

Les États-Unis « peuvent calomnier, supprimer, forcer et intimider les autres pays à volonté afin de maintenir leur Amérique d'abord, sans qu'il ne leur en coûte rien », a-t-il dit.

Au sujet du soi-disant ordre américain fondé sur les règles et la défaite des États-Unis en Afghanistan, Wang Wenbin a ajouté : « Voilà l'ordre souhaité par les États-Unis. Ils essaient toujours de brandir les règles et l'ordre pour justifier leur propre comportement intéressé, intimidant et hégémonique, mais qui les croira maintenant ? »

Lors de son voyage au Vietnam, Kamala Harris a poursuivi ses provocations contre la Chine tout en tentant d'impliquer d'autres pays dans les actions des États-Unis. Dans une réunion avec le président vietnamien Nguyen Xuan Phuc, elle a dit : « Nous devons trouver les moyens d'exercer la pression et, pour parler franchement, augmenter la pression sur Pékin pour qu'il respecte la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, et il faut contester ses actes intimidants et ses réclamations maritimes excessives. »

Le Vietnam ne s'y est pas laissé prendre. Le premier ministre du Vietnam, Pham Minh Chinh, venait de rencontrer l'ambassadeur chinois Xiong Bo au moment de la visite de Kamala Harris. Le gouvernement vietnamien a dit dans un communiqué : « Le premier ministre a affirmé que le Vietnam adhère à une politique étrangère indépendante, autonome, multilatérale et diversifiée en tant que membre responsable de la communauté internationale. »

« Le Vietnam ne s'aligne pas avec un pays contre un autre », dit-on dans le communiqué, ajoutant que les conflits territoriaux dans la Mer de Chine méridionale devraient être réglés en vertu du droit international et d'« une bonne dose de gros bon sens ».

Les États-Unis et la Chine disent de cette époque qu'elle est « nouvelle » et les deux s'efforcent à créer un ordre mondial et une structure qui leur conviennent. Kamala Harris l'a exprimé ainsi :

« Je crois que notre monde est entré dans une nouvelle ère, une ère de nouveaux défis comme la cybersécurité, et une ère offrant de nouvelles opportunités, comme l'énergie propre. En fait, notre monde est plus interrelié et interdépendant, et pour s'ouvrir sur cette nouvelle ère, les nations doivent être prêtes à relever les défis ensemble et à créer des opportunités ensemble. C'est pourquoi nos partenariats au Singapour, dans l'Asie du Sud-Est et dans toute la région indo-pacifique sont de la plus haute importance pour les États-Unis. »

Malgré leur défaite en Afghanistan, les États-Unis continuent de préférer des menaces de violence les plus extrêmes et même de leur donner suite dans l'espoir de préserver leur rôle en tant que « nation

indispensable ». Les remarques de Kamala Harris n'ont pas réussi à changer la perception que le recours des États-Unis à la violence détermine ce que les États-Unis défendent comme droits et lois.

Avec leur déroute en Afghanistan, une grande incertitude et une imprévisibilité continuent d'exister. L'impunité et l'arbitraire déchaînés avec la « guerre contre le terrorisme » montrent que l'anarchie a remplacé l'autorité et il en est toujours ainsi aujourd'hui.



L'incapacité de prédire ce qui peut arriver est largement promue. Diverses factions dirigeantes au sein de l'establishment politique et des médias prétendent que l'armée a fait preuve d'incompétence, incapable de prédire la vitesse à laquelle les talibans allaient reprendre le pouvoir, etc. La promotion d'un tel niveau d'incertitude et d'imprévisibilité vise en partie à laisser entendre que le monde est insaisissable afin d'entretenir le faux espoir et la croyance que cela poussera les peuples des États-Unis et d'autres pays ainsi que leurs agences militaires et policières à s'aligner avec les blocs

militaires et économiques des États-Unis.

Au contraire, la revendication grandissante des peuples du monde est que les peuples ont le droit de délibérer et de décider sur les questions de guerre et de paix, que les gouvernements bellicistes et les économies de guerre doivent être démantelés et qu'il faut mettre sur pied des gouvernements antiguerre. Les peuples de la région, notamment ceux du Vietnam, du Japon, de la Corée et des Philippines, forts de leur longue expérience avec les bases militaires, les occupations et les guerres américaines, ont affirmé que les États-Unis doivent fermer leurs bases, retirer leurs troupes et respecter la position anti-guerre des peuples et leurs revendications pour des relations fondées sur le respect et l'avantage réciproques.

Les États-Unis intensifient la rhétorique anti-chinoise

- Nick Lin et Philip Fernandez -



Une manifestation à San Francisco, le 22 juillet 2021, pour exiger que la Chine cesse d'être ciblée.

Les États-Unis intensifient leur rhétorique anti-chinoise ainsi que leurs efforts militaires et politiques pour montrer à la Chine et à la Russie que les États-Unis sont les maîtres incontestés, la nation indispensable qui, en tout temps, définit et interprète son soi-disant ordre international fondé sur des règles en fonction de ses intérêts et qu'aucune opposition ne sera tolérée.

Pour faire valoir cette question, la sous-secrétaire d'État des États-Unis, Wendy Sherman, s'est rendue en Chine pour des réunions avec le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et d'autres responsables de l'État dans la ville portuaire de Tianjin en juillet 2021. Wendy Sherman était le diplomate américain le plus haut placé à se rendre en Chine depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden six mois plus tôt. Elle a déclaré que les États-Unis maintenaient toujours une politique d'une seule Chine. Malgré cela, le Sénat américain a adopté une loi en faveur de l'adhésion de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé.

Le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi, a clairement indiqué que la Chine n'avait pas l'intention de vivre sous un « ordre international fondé sur des règles » dans lequel les États-Unis établissent et appliquent les « règles » au niveau mondial. Le vice-ministre des Affaires étrangères de la Chine, Xie Feng, a déclaré : « le soi-disant ordre international fondé sur des règles proposé par les États-Unis vise à camoufler des règles établies par une poignée de pays occidentaux. Il s'agit de la version américaine de la 'loi de la jungle' qui consiste à abandonner le droit international largement accepté et à piétiner le système international, afin de pouvoir profiter des autres et les intimider. »

Selon la Chine, la raison fondamentale de l'impasse dans les relations sino-américaines est que certains aux États-Unis dépeignent la Chine comme un « ennemi imaginaire ». Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a clairement déclaré que la Chine ne cherchait pas l'hégémonie et était disposée à réaliser une prospérité et un développement communs avec tous les pays, y compris les États-Unis. Il a déclaré que la Chine était l'un des fondateurs et l'un des bénéficiaires de l'ordre international depuis la Deuxième Guerre mondiale et qu'elle s'efforcera de « protéger le système international avec les Nations unies en son centre, de maintenir l'ordre international fondé sur le droit international et défendre les normes fondamentales régissant les relations internationales sur la base des objectifs et des principes de la Charte des Nations unies ».

La Chine a présenté trois exigences spécifiques à la sous-secrétaire d'État des États-Unis, Wendy Sherman, pour éviter que les relations sino-américaines ne se détériorent davantage. Premièrement, les États-Unis ne doivent pas défier, dénigrer ou même tenter de subvertir la voie et le système social que le peuple chinois a choisis pour lui-même. Ce sont des questions que les 1,4 milliard de Chinois doivent décider eux-mêmes. Deuxièmement, les États-Unis doivent lever toutes les sanctions unilatérales, le blocus scientifique et technologique, etc. destinés à bloquer le développement de la Chine et le droit du peuple chinois à la modernisation. Troisièmement, les États-Unis doivent cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Le ministre Wang Yi a exprimé l'engagement de la Chine à trouver un moyen pour que les deux grands pays aux systèmes, cultures et stades de développement différents puissent coexister pacifiquement sur cette planète par le dialogue. Il a ajouté que ce serait encore mieux si cela pouvait être selon l'avantage réciproque.

Pour sa part, la sous-secrétaire d'État américaine, Wendy Sherman, a une fois de plus joué la carte américaine des « droits humains » et des « valeurs démocratiques libérales occidentales ». Elle a réitéré la position du président Biden qui tient Pékin pour responsable des cybermenaces, des violations présumées des droits humains au Xinjiang, au Tibet et à



Hong Kong ainsi de ce que les États-Unis appellent les menaces dans le détroit de Taïwan et dans les mers de Chine orientale et méridionale.

Immédiatement après la visite de Wendy Sherman en Chine, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et le chef du Pentagone, Lloyd Austin, se sont rendus en Inde et dans des pays d'Asie du Sud-Est. Leur objectif était de renforcer les arrangements militaires et diplomatiques visant à contenir la Chine. En même temps, les États-Unis ont de nouveau envoyé un navire de guerre dans le détroit de Taïwan, le septième passage provocateur de ce type au cours des six premiers mois de 2021, tout en organisant un exercice militaire distinct dans la mer de Chine méridionale. Au même moment, le *HMS Queen Elizabeth* du groupe d'attaque aéronavale britannique est entré dans la mer de Chine méridionale en proclamant son intention de contester les eaux territoriales de la Chine pour défendre la « liberté de navigation ».

Le 27 juillet 2021, dans ses remarques lors de sa visite au bureau du directeur du Renseignement national, le président Joe Biden a utilisé la question de la cybersécurité pour dire que la guerre est une possibilité réelle. Sans nommer directement la Chine, il a déclaré : « Je ne peux pas le garantir, et vous êtes aussi bien informés que moi, mais je pense qu'il est plus probable que nous nous retrouvions – enfin, si nous nous retrouvons dans une guerre, une véritable guerre armée avec une grande puissance, ce sera à la suite d'une violation cybernétique de grande conséquence. »

La question de l'objectif de Joe Biden en parlant de cette manière s'est immédiatement posée. La discussion est généralement considérée comme le fait de parler ou d'écrire à propos de quelque chose, afin de résoudre un problème ou de résoudre une question. Lorsque le président des États-Unis peut affirmer de manière aussi cavalière qu'il entrevoit à l'horizon « une véritable guerre armée avec une grande puissance », et que les plus hauts diplomates américains ne cessent de répéter que le monde entier doit être gouverné par « nos valeurs », il ne s'agit pas d'une discussion. Ce sont les États-Unis qui s'affirment comme la puissance et l'arbitre indispensables d'un ordre international fondé sur leurs propres règles. La Chine, comme c'est aussi le cas avec la Russie, n'en veut pas.

Avec des articles du Département d'État des États-Unis ; ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine ; Global Times. Photos : Code Pink, redbraid)

Site Web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca